



SUISA
Coopérative des auteurs et éditeurs de musique

Tarif VN 2011 – 2013

Enregistrement de musique sur supports audiovisuels qui ne sont pas destinés au public

Approuvé par la Commission arbitrale fédérale pour la gestion de droits d'auteur et de droits voisins le 19 octobre 2010 et publié dans la Feuille officielle suisse du commerce n°231 du 26 novembre 2010.

Les dispositions qui ne relèvent pas de la compétence de la Commission arbitrale sont signalées *en italique*.

SUISA

Av. du Grammont 11bis, 1007 Lausanne, Téléphone +41 21 614 32 32, Fax +41 21 614 32 42
Bellariastrasse 82, 8038 Zürich, Telefon +41 44 485 66 66, Fax +41 44 482 43 33
Via Soldino 9, 6900 Lugano, Telefono +41 91 950 08 28, Fax +41 91 950 08 29

<http://www.suisa.ch> E-Mail: suisa@suisa.ch

A. Objet du tarif

I. Utilisation de la musique

- 1 Le tarif se rapporte aux utilisations de musique mentionnées ci-après pour des supports audiovisuels qui ne sont pas destinés au public:
 - **enregistrement** de musique sur supports audiovisuels et **duplication** de ces supports,
 - **projection** de ces supports audiovisuels en Suisse et au Liechtenstein, dans la mesure où il s'agit de projections conformes au chiffre 21, en particulier de projections
 - sans entrée payante, et
 - réalisées par le producteur lui-même ou son mandant.
 - **mise à disposition** de ces supports audiovisuels sur Internet ou d'autres réseaux sur base IP aux conditions mentionnées au chiffre 23, notamment
 - à titre gratuit,
 - par le producteur, son mandant ou des tiers impliqués dans la production.
- 2 Sont également considérés comme supports audiovisuels les spectacles audiovisuels et productions analogues où les images et la musique sont enregistrées sur différents supports présentés en même temps.
- 3 On appelle «**musique**», lorsque rien d'autre n'est précisé, les œuvres de musique non théâtrale protégées par le droit d'auteur du répertoire de SUISA.
- 4 Le tarif se rapporte à la production de supports audiovisuels fabriqués à des fins **d'émission, de projection etc.** et non destinés à être remis au public pour l'usage privé du destinataire.

Il est cependant applicable également lorsque des exemplaires isolés (100 au maximum) sont remis gratuitement à quelques destinataires choisis (p. ex. à des participants à la production) pour leur usage interne.
- 5 Si un support audiovisuel est produit sur commande, le mandant et le mandataire sont, en règle générale, responsables solidaires. SUISA traite en premier lieu les mandants domiciliés en Suisse.

II. Exceptions, réserves

- 6 Les autres tarifs applicables demeurent réservés, en particulier ceux qui se rapportent
 - à la production de supports destinés au public (Tarifs VI, VM)
 - à la location (Tarif commun 5)
 - à la projection (Tarifs communs T, E)
 - à la réception d'émissions (Tarifs communs 3a, 3b, 3c)
 - à l'émission (Tarifs A, W, Tarifs communs S et Y)

- 7 Le tarif est également applicable par analogie à la production, respectivement à l'enregistrement de supports audiovisuels avec musique sur des supports de données tels que, par exemple, les serveurs Web.
- 8 SUISA ne dispose pas des droits d'autres auteurs que ceux de la musique, pas plus que des droits voisins des interprètes, producteurs ou organismes de diffusion. SUISA octroie ses autorisations de production sous réserve de l'accord de tous les titulaires de droits, et peut exiger des justificatifs.

B. Obtention de l'autorisation

- 9 En règle générale, l'autorisation ne peut être accordée qu'avec l'assentiment des titulaires de droits (auteurs, éditeurs).
- 10 La demande d'autorisation doit donc être envoyée suffisamment à l'avance, au moins six semaines avant la production. Avant l'autorisation expresse de SUISA ou des titulaires de droits, les supports audiovisuels ne peuvent être produits.
- 11 SUISA suppose que l'accord des titulaires de droits est obtenu lorsque toute la musique est composée spécialement pour le support audiovisuel.

L'accord est donné dans tous les cas lorsque la musique est tirée de catalogues que les éditeurs mettent spécialement à disposition pour la sonorisation (mood-music, library music, musique d'archives)

Dans ces cas, il faut envoyer à SUISA les indications selon chiffre 12 dans les 10 jours après la fabrication.

- 12 La demande d'autorisation doit comporter les indications suivantes:
- Titre des œuvres musicales
 - Nom des compositeurs
 - Durée de chaque œuvre ou séquence enregistrées
 - Pour la reproduction de musique provenant de supports préexistants disponibles dans le commerce: label et numéro de catalogue
 - Type de support audiovisuel
 - Utilisation prévue du support audiovisuel
 - Synopsis ou description de la production (cela n'est pas nécessaire dans les cas mentionnés au chiffre 11)
 - Nombre d'exemplaires (peut également être indiqué a posteriori, au plus tard dans les 10 jours).

En cas de demandes selon chiffres 15.2 et 15.3, les indications concernant le budget de production doivent en outre être envoyées, dans la mesure où elles sont nécessaires à l'application de ces dispositions.

C. Redevance^{*)}

I. Enregistrement et duplication

- 13 La redevance est due à partir de la fabrication du support audiovisuel.
- 14 La redevance est calculée selon le type d'utilisation du support audiovisuel et par unité de temps de musique protégée, sous réserve du chiffre 15.3.1.
- 15 La redevance s'élève à
- 15.1 **Supports audiovisuels à caractère publicitaire pour émission à la télévision et projection au cinéma**

15.1.1 Spots publicitaires (jusqu'à 60 secondes)

<u>Utilisation du support audiovisuel</u>	<u>Unité de temps en secondes</u>	<u>Droits de reproduction</u>
a) utilisation nationale ou internationale (y compris les fenêtres publicitaires d'émetteurs TV étrangers)	1	CHF 60.00
b) utilisation dans une seule région linguistique	1	CHF 30.00
c) utilisation locale	1	CHF 7.00

Sont également comprises les reproductions pour une utilisation dans d'autres médias (p. ex. ad screens, e-boards, Internet).

^{*)} En plus des redevances de ce tarif, il y a le cas échéant d'autres redevances à acquitter:

- a) pour le **droit de synchronisation** (le droit d'associer de la musique avec d'autres œuvres); si le titulaire (auteur, éditeur) n'exerce pas lui-même le droit de synchronisation et n'a pas donné d'autres instructions, la redevance supplémentaire s'élève à :

- 50 % du montant des redevances mentionnées au chiffre 15.

- b) pour la reproduction de supports sonores;

SUISA accorde l'autorisation de reproduire des supports sonores de catalogues de mood-music sur mandat des producteurs moyennant une **redevance** supplémentaire.

Elle s'élève à

- 50 % de la redevance facturée par SUISA pour les droits d'auteur (y compris droit de synchronisation), lorsque le support audiovisuel est utilisé uniquement en Suisse et au Liechtenstein

- 100 % lorsque le support audiovisuel est utilisé (également) à l'étranger.

La reproduction d'autres supports sonores est soumise à l'autorisation de leurs producteurs moyennant une redevance qu'ils fixent eux-mêmes au cas par cas. SUISA perçoit cette redevance sur mandat du producteur si l'autorisation est accordée.

15.1.2 Emissions publicitaires et de vente (de plus de 60 secondes)

<u>Utilisation du support audiovisuel</u>	<u>Unité de temps en secondes</u>	<u>Droits de reproduction</u>
a) utilisation internationale, nationale ou dans une région linguistique (y compris les fenêtres publicitaires d'émetteurs TV étrangers)	10	CHF 15.00
b) utilisation locale	10	CHF 7.50

Sont également comprises les reproductions pour une utilisation dans d'autres médias (p. ex. ad screens, e-boards, Internet).

15.1.3 Sponsoring billboards

<u>Utilisation du support audiovisuel</u>	<u>Unité de temps en secondes</u>	<u>Droits de reproduction</u>
a) à la télévision internationale, nationale ou d'une région linguistique	10	CHF 200.00
b) localement, régionalement ou dans les programmes de télévision spécialisés	10	CHF 100.00

15.1.4 Les taux tarifaires des chiffres 15.1.1 à 15.1.3 s'appliquent à la fabrication de spots publicitaires en Suisse. Si les supports audiovisuels sont fabriqués à l'étranger et qu'il est prouvé que les droits de fabrication et de reproduction du support ont déjà été acquis pour la Suisse à l'étranger, il n'y a pas de redevance supplémentaire à payer.

15.1.5 Si une version suisse d'un spot publicitaire étranger préexistant est produite (post-production), la redevance s'élève à CHF 20.00 par seconde de musique.

15.2 **Supports audiovisuels sans caractère publicitaire pour émission à la télévision et projection au cinéma**

<u>Utilisation du support audiovisuel</u>	<u>Unité de temps en secondes</u>	<u>Droits de reproduction</u>
a) longs-métrages et séries		
Budget de production jusqu'à CHF 0.5 million	60	CHF 30.00
Budget de production jusqu'à CHF 1.0 million	60	CHF 70.00
Budget de production jusqu'à CHF 1.5 million	60	CHF 110.00
Budget de production de plus de CHF 1.5 million	60	CHF 150.00
b) autres (p. ex. documentaires, magazines)		
Budget de production jusqu'à CHF 0.2 million	60	CHF 30.00
Budget de production jusqu'à CHF 0.4 million	60	CHF 45.00
Budget de production de plus de CHF 0.4 million	60	CHF 60.00

15.3 Supports audiovisuels pour utilisation ailleurs qu'à la télévision ou dans les cinémas

15.3.1 Supports audiovisuels avec budget de production jusqu'à CHF 5'000 au maximum

	Droits de reproduction
a) Budget de production jusqu'à CHF 2'500	CHF 50.00
b) Budget de production jusqu'à CHF 5'000	CHF 100.00

Les redevances sont forfaitaires et valent indépendamment de la durée de la musique protégée utilisée dans la production audiovisuelle.

15.3.2 Supports audiovisuels avec budget de production supérieur à CHF 5'000

	Unité de temps en secondes	Droits de reproduction
a) Budget de production jusqu'à CHF 30'000	60	CHF 50.00
b) Budget de production supérieur à CHF 30'000	60	CHF 100.00

Une redevance minimale de CHF 100.00 est réservée.

15.4 On entend par budget de production mentionné au chiffre 15.2. ainsi qu'au chiffre 15.3 le budget total de production du film au début du tournage.

16 Pour les concerts filmés, la redevance du chiffre 15 est doublée.

17 La durée de toute la musique du support audiovisuel est additionnée. Une unité de temps commencée compte comme une unité entière.

18 La redevance vaut pour la fabrication de 200 exemplaires du même support audiovisuel (y compris les exemplaires pour l'usage interne selon le chiffre 4). Pour chaque copie supplémentaire, la redevance s'élève à 1/100 de la redevance calculée selon le chiffre 15.

Si des exemplaires du même support audiovisuel sont également destinés à être remis au public pour une utilisation privée, ces exemplaires doivent être licenciés selon les conditions du tarif valable pour cette utilisation.

19 Si, pour un support audiovisuel destiné à l'utilisation en Suisse, seul le texte parlé ou écrit est traduit dans une autre langue et/ou si certaines images (packshot) sont adaptées, sans que la musique soit modifiée, la version traduite du support audiovisuel n'est pas considérée comme un nouvel enregistrement de la musique sur support audiovisuel, mais simplement comme une copie.

Si, pour annoncer une œuvre audiovisuelle, on en extrait une partie (trailer), cet extrait n'est pas considéré comme un nouveau support audiovisuel, mais simplement comme une copie. Cette réglementation ne s'applique pas lorsque la musique ne provient pas intégralement et que les images ne proviennent pas majoritairement de l'œuvre audiovisuelle annoncée.

- 20 L'autorisation est accordée sous condition que les supports audiovisuels ne soient utilisés que pour les utilisations mentionnées dans celle-ci.

En cas d'utilisations multiples, on applique la redevance la plus élevée.

II. Projection

- 21 Lors de la production, le client acquiert forfaitairement et pour une durée indéterminée les droits de projection, pour lui-même et son mandant, dans les cas suivants:

pour ses propres projections et celles de son mandant (y compris celles de filiales ou de clients à qui le mandant a confié la projection)

- sans entrée payante et ailleurs que dans les cinémas ou installations analogues
- en Suisse et au Liechtenstein

- 22 La redevance forfaitaire s'élève

- à CHF 100.00 jusqu'à 10 exemplaires destinés à la projection
- à CHF 200.00 jusqu'à 20 exemplaires destinés à la projection
- à CHF 300.00 jusqu'à 30 exemplaires destinés à la projection
- à CHF 400.00 jusqu'à 40 exemplaires destinés à la projection
- à CHF 500.00 pour plus de 40 exemplaires destinés à la projection

III. Mise à disposition

- 23 Le producteur peut également acquérir à titre forfaitaire, pour lui-même et son mandant ainsi que des tiers impliqués dans la production, le droit de mettre à disposition les supports audiovisuels sur son site web, celui de son mandant ainsi que ceux des tiers impliqués dans la production, avec et sans possibilité de téléchargement, à condition qu'aucune rémunération ne soit perçue. Cette autorisation se rapporte aux utilisations en Suisse et dans la Principauté du Liechtenstein.

- 24 La redevance forfaitaire unique s'élève aux montants suivants, pour chaque site web sur lequel les supports audiovisuels sont mis à disposition

- CHF 100.00 pour la mise à disposition sans possibilité de téléchargement
- CHF 200.00 pour la mise à disposition avec possibilité de téléchargement

Les sites web dont le contenu est identique mais pour lesquels il existe des versions en différentes langues sont considérés comme un seul site.

Le producteur ou le mandant annonce à SUISA à l'avance les adresses URL de premier niveau des sites web sur lesquels les supports audiovisuels sont mis à disposition.

- 25 Les redevances mentionnées aux chiffres 22 et 24 ne sont pas facturées lors de projections en dehors du cadre des chiffres 21 ou 23. Elles ne sont pas dues si le client a

déjà acquis ailleurs les droits de projection ou les droits de mise à disposition des productions.

IV. Redevance minimale

- 26 A l'exception des productions selon chiffre 15.3.2, la redevance s'élève dans tous les cas à au moins à CHF 50.00 par autorisation.

V. Réduction

- 27 Les producteurs qui fabriquent régulièrement des supports audiovisuels et qui sont membres des associations professionnelles de producteurs ou des associations professionnelles de la branche du mandant bénéficient d'une réduction de 10 % sur les redevances calculées selon les chiffres 15, 22 et 24 s'ils passent un contrat avec SUISA et s'ils respectent les conditions contractuelles et tarifaires.

VI. Taxe sur la valeur ajoutée

- 28 Les redevances prévues par le présent tarif s'entendent sans la taxe sur la valeur ajoutée. Si celle-ci est à acquitter, en raison d'un assujettissement objectif impératif ou du fait de l'exercice d'un droit d'option, elle est due en plus par le client au taux d'imposition en vigueur (2011 : taux normal 8 %, taux réduit 2.5 %)..

VII. Supplément en cas d'infractions au droit

- 29 Les redevances mentionnées dans ce tarif sont doublées
- lorsque de la musique est utilisée sans autorisation de SUISA
 - lorsque le client donne des informations inexactes ou lacunaires intentionnellement ou par négligence grossière.
- 30 Une prétention à des dommages-intérêts supérieurs est réservée.

VIII. Justificatifs

- 31 Pour autant que SUISA le désire, le producteur lui remet temporairement pour examen un exemplaire de chaque support audiovisuel.
- 32 Afin de vérifier les indications du producteur et/ou du mandant, SUISA peut demander des justificatifs (p. ex. copies de facture).
- 33 Si les indications ou les justificatifs requis ne sont pas fournis même après un rappel écrit, SUISA peut procéder à une estimation des indications requises et s'en servir pour calculer la redevance. Les factures établies sur la base d'estimations sont considérées comme acceptées par le client si celui-ci ne fournit pas, dans les 30 jours après la date de la facture, des indications complètes et correctes.

D. Paiements

- 34 SUISA peut exiger des acomptes et/ou des garanties.
- 35 Les factures de SUISA et le solde des décomptes finals sont payables dans les 30 jours.

E. Signe distinctif

- 36 SUISA attribue un numéro à chacun des supports audiovisuels licenciés selon ce tarif à des fins de contrôle. Ce numéro doit être mentionné sur les supports audiovisuels.
- Pour les supports audiovisuels licenciés selon chiffre 15.2 ou selon chiffre 15.3, l'indication de l'International Standard Audiovisual Number (ISAN) est suffisante.
- 37 Le numéro sert à l'identification d'une production audiovisuelle. Le mandant, lorsqu'il utilise le support audiovisuel (par ex. pour le diffuser sous forme de publicité télévisée), doit le communiquer à l'entreprise responsable de l'émission ou de la projection du support audiovisuel.

F. Durée de validité

- 38 Ce tarif est valable du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2013. Sa durée de validité est automatiquement prolongée à chaque fois d'une année, cela jusqu'au 31 décembre 2015 au plus tard, si aucun des partenaires de négociations ne déclare par écrit jusqu'au 1^{er} mars de l'année précédente vouloir de nouvelles négociations. De telles négociations n'excluent pas une demande de prolongation.
- 39 En cas de modification profonde des circonstances, il peut être révisé avant son échéance.